

## Forum de ce numéro (pages 3 à 13 et 16)

### Forum libre

#### Editorial

## Ouverture de la chasse aux pauvres

La Suisse est le pays le plus riche du monde mais aussi un des plus inégalitaires. Il y a actuellement 900.000 personnes (dont 400.000 personnes âgées) qui vivent sous le seuil de pauvreté dans notre pays. Et ce chiffre risque malheureusement d'augmenter au cours des prochaines années.

La chasse aux pauvres a commencé. En Argovie, le Grand Conseil a décidé de diminuer de 30% l'aide sociale. Dans le canton de Neuchâtel, qui dispose pourtant d'une majorité de gauche au Grand Conseil et au Conseil d'Etat, celui-ci s'est implacablement attaqué aux plus démunis. En particulier, il a diminué l'argent personnel versé aux personnes placées dans un home et bénéficiant des prestations complémentaires. Dans le canton de Berne, les normes de l'aide complémentaire ont été fixées en dessous de la moyenne suisse.

Le Conseil national a encore fait pire en réduisant drastiquement les prestations complémentaires.

Il a notamment estimé que le loyer maximal pour le calcul devait rester au niveau de 2001. En regard des frais de loyer actuels en Suisse, c'est faire preuve d'un mépris flagrant.

La Confédération a fait un bénéfice de plus de 9 milliards de francs en 2017 et le Conseil fédéral propose d'acheter de nouveaux avions militaires pour 8 milliards. On se moque vraiment des plus pauvres! Pendant ce même temps, les riches et les grandes entreprises ont droit à des cadeaux fiscaux somptuaires. C'est une honte quand on sait qu'il y a 53.000 personnes en Suisse qui disposent d'une fortune supérieure à 5 millions de francs. Et la fortune de Christoph Blocher lui permet de toucher plus d'un million de francs d'intérêt par jour. Et dire qu'il y a une majorité des ouvriers qui vote pour l'UDC!

Nous vivons à l'époque du libéralisme triomphant. Le pouvoir et l'argent reviennent à ceux qui écrasent le mieux, à ceux qui font preuve du plus grand égoïsme, à ceux qui vivent dans leur confort doré et ignorent les gens qui tirent le diable par la queue.

Dans un récent entretien avec des journalistes de l'hebdomadaire *Marianne*, François Hollande affirmait: «*Il faut inventer de nouvelles propositions, remettre sur le métier la lutte contre les inégalités, repenser la répartition, la démocratie et le partage du pouvoir*». Nous avons souvent été en désaccord avec l'ancien président de la République française. Mais là, nous lui donnons raison et nous invitons tous les politiciens suisses – et en particulier ceux des partis de droite – à se réveiller avant que la cohésion sociale ne soit définitivement détruite par le fossé qui s'élargit entre les riches et les pauvres, entre l'élite et le peuple.

## Recherche d'un-e bénévole

Depuis 113 ans, *l'essor* diffuse un message de paix et de tolérance. Comme la plupart des journaux, le nombre de ses abonnés est en diminution et il est nécessaire d'en recruter de nouveaux. Nous cherchons donc un-e bénévole pour s'occuper de la propagande et renforcer ainsi le comité.

Les personnes intéressées peuvent s'adresser au rédacteur responsable: Rémy Cosandey, Léopold-Robert 53, 2300 La Chaux-de-Fonds, tél. 079 273 45 14.

## Là où la guerre aux pauvres bat son plein...

C'est le 7 avril que l'ancien président Luis Ignacio da Silva, Lula, était incarcéré au Brésil. Moins d'un mois après l'exécution en pleine rue de Marielle Franco, conseillère municipale de Rio de Janeiro, en charge de la commission municipale d'enquête sur les violences perpétrées dans les favelas par l'armée.

Lula en prison et Marielle assassinée: deux faces de la même médaille à sept mois des élections présidentielles d'octobre. Avec, en toile de fond, une guerre aux pauvres qui bat son plein...

Alors qu'en tant que présidente, Dilma Rouseff avait encouragé le développement de l'opération anti-corruption *Lava Jato* (tuyau d'arrosage, de lavage), elle en aura été la victime illustre. Alors qu'aucune preuve de corruption n'a pu être établie contre elle, c'est grâce à l'achat des voix d'une partie des parlementaires, une pratique absolument légale au Brésil, que son vice-président, Michel Temer a pu l'évincer et prendre sa place en août 2016.

### Coup d'Etat parlementaire

C'est suite à ce véritable coup d'Etat parlementaire que le nouveau gouvernement, composé de deux tiers de ministres accusés de faits de corruption, a multiplié les mesures antisociales. Ainsi l'ensemble des réformes sociales adoptées par les gouvernements de Lula et de Dilma ont été purement et simplement supprimées, à l'exception du programme *Bolsa familia*<sup>i</sup>.

C'est que tant que la conjoncture internationale était bonne, les mesures sociales financées par l'exportation de matières premières ne touchant pas aux intérêts des capitalistes locaux, celles-ci pouvaient être acceptées. C'était le prix d'une certaine stabilité. Mais, avec le retournement de conjoncture, même les timides réformes du deuxième gouvernement de Dilma devenaient insupportables. Continuer à payer des impôts pour le bien des pauvres? Voyons donc...

C'est la raison pour laquelle, alors que l'ancien président Lula caracole en tête de tous les sondages en vue des élections présidentielles d'octobre, il fallait l'éliminer du jeu électoral. C'est ainsi que, sur la seule base de la conviction intime des enquêteurs et sans qu'aucune preuve à charge n'ait été apportée, Lula a été condamné à 12 ans de prison.

Emprisonné avant qu'il ait pu épuiser les voies légales de recours, il est actuellement détenu comme le pire des criminels «en cellule d'isolement, privé de la plupart de ses visites»<sup>ii</sup> alors que, par exemple, l'un des principaux ténors de la droite, Aécio Neves, pris en flagrant délit d'extorsion de fonds, demeure en liberté...

Plus inquiétant encore, le chef de l'Etat-major général Villas Boas avait récemment laissé entendre à demi mots que l'armée pourrait ne pas apprécier une décision du Tribunal suprême favorable à l'ancien président...

### La violence des tribunaux et celle des *coronéis*...

Ce sont des précautions, celles de menacer à demi-mots, dont s'embarrassent de moins en moins les grands propriétaires terriens.

C'est ainsi qu'alors que le pays célèbre les 130 ans de l'abolition de l'esclavage<sup>iii</sup>, sont exhumés les tristement célèbres fouets de cuir, ceux avec lesquels on frappait les esclaves. C'est avec ces fouets que les milices des propriétaires terriens ont frappé des paysans sans terre qui attendaient le passage de la caravane de Lula dans l'Etat du Rio Grande do Sul, le 22 mars dernier. Il s'est d'ailleurs trouvé une sénatrice de droite pour les en féliciter...<sup>iv</sup>

Ailleurs, c'est sur l'aide directe de la police que les propriétaires terriens – les célèbres *coronéis* des romans de Jorge Amado – et le patronat peuvent compter. Ainsi, des policiers engagés par des *fazendeiros*, des propriétaires terriens, ont avoué avoir torturé et exécuté dix paysans sans terre le 27 mai 2017 à Pau del Arco, dans l'Etat de Parà. Car, comme le relève un des procureurs chargés de l'enquête, «... les policiers font des heures sup comme des agents de sécurité pour les *fazendeiros*»<sup>v</sup>.

Ils sont de la sorte 70, les militants politiques assassinés en 2017; 52 d'entre eux étaient impliqués dans des conflits autour de l'accès à la terre.

### Exécutée en pleine rue

C'est dans la nuit du 14 mars qu'un assassinat politique retentissant a été commis, celui de Marielle Franco et de son chauffeur, Anderson. Conseillère municipale à Rio, elle était en charge de la commission d'enquête sur les violences perpétrées dans le cadre de la dite «pacification de Rio», ville investie par l'armée sur ordre du gouvernement fédéral.

Présentée comme une mesure contre l'emprise des *narcos* sur les favelas, la militarisation de Rio est partie du même plan de stabilisation du *golpe*. D'un côté, Temer fait remplacer des juges de la cour suprême, fait incarcérer Lula, criminalise toute dissidence. De l'autre, c'est la guerre aux pauvres, accusés d'être tous des criminels en puissance, qui est déclenchée. Et ce d'autant que les sites sur lesquels ont été construites les favelas suscitent les convoitises des promoteurs immobiliers et touristiques.

Cette militarisation de la société brésilienne ne se limite pas à Rio, loin s'en faut. La PM, la police militaire est partout, porteuse d'armes automatiques, présente et visible. Dans les villes, elle assure en particulier la surveillance des quartiers huppés ainsi que la «sécurité» des zones touristiques.

Afro-descendante, lesbienne, née dans une favela et, qui plus est, révoltée, Marielle incarnait tout ce que *Globo*, la chaîne de télévision dominante, a érigé au rang de *bouc-émissaire* pour des classes moyennes menacées dans leur confort.

C'est en effet une campagne haineuse que cette chaîne privée développe à longueur de journée contre tout ce qui peut paraître comme «différent» – le *nègre*, le gay, la

lesbienne, le transsexuel, le pauvre – les assimilant aux narcotrafiants. C'est ainsi que la violence contre ces couches de la population se développe, avec le triste record d'un-e jeune afro-descendant-e tué-e toutes les ... 22 minutes!

### Le feu et la haine

La référence aux *narcos* a par ailleurs été reprise après l'effondrement d'un immeuble dans le centre-ville de São Paulo le 1<sup>er</sup> mai. Des 400 personnes qui l'habitaient – la plupart travailleurs pauvres, quasi tous afro-descendants – 44 n'ont pas émergé des décombres. D'après Globo, ce sont la mafia et les *narcos* qui contrôlaient l'immeuble; plus grave encore, ce seraient les militants du mouvement des travailleurs sans toit, le MTST, qui l'auraient incendié...

La tragédie est symptomatique d'une situation. Dans l'immense mégapole de São Paulo – où 1% de la population est propriétaire de 45% du domaine bâti – on estime à 1,2 millions le nombre de personnes vivant dans des habitations précaires et dangereuses alors que la ville recense quelques 2 millions de mètres carrés de surfaces habitables... inhabitées.

## Un propos qui ne passe pas

Les déclarations de Madame fille Blocher prétendant que «les syndicats font la loi dans ce beau pays, pourvus d'un pouvoir disproportionné», laissant entendre qu'ils sont trop gênants pour les bonnes affaires du pays au point qu'il faudrait les faire disparaître, ont de quoi nous rendre sidérés.

Elles permettent toutefois de rappeler que notre système syndical a sensiblement moins de pouvoir que dans bien d'autres pays et qu'il doit, depuis un bon nombre d'années, batailler sur tous les fronts, tant les attaques contre les travailleurs se multiplient. Même l'Etat devient un piètre employeur, s'étant laissé convertir par les partis de droite au dogme que le privé gère mieux que le public. Grave conversion, sachant que le privé n'a pas les mêmes objectifs, la même surveillance citoyenne. Il n'y a qu'à observer les dérapages à la Poste, aux CFF et bientôt dans les services de l'électricité qui vont inmanquablement voir leurs prix grimper, l'entretien de leur réseau et les conditions de travail se péjorer. On assiste aussi à l'entrée des capitaux privés dans l'éducation, la recherche, la sécurité même, tout en se congratulant devant ce partenariat public/privé si juteux. Au fait, pour qui exactement? Pas pour les petites mains, on en est déjà assuré<sup>1</sup>.

Enfin, lorsqu'on se rappelle que dame Blocher voit tomber chaque jour environ un million dans son escarcelle, pris sur les bénéfices de ses affaires familiales, on peut se poser la question de son niveau de connaissance des conditions de vie des ouvriers, des collaborateurs qui produisent la richesse réelle, ici et ailleurs.

Edith Samba

### Rien présager de bon...

L'impunité qui entoure ces campagnes de haine et cette violence encouragée et dirigée par les plus puissants ne laisse rien présager de bon. A tel point que ce n'est pas un hasard si, d'après les sondages, le candidat d'extrême droite, Jair Messias Bolsonaro, pourrait être présent au deuxième tour de la présidentielle. Avec Lula, le favori de tous les sondages, en cellule d'isolement...

Paolo Gilardi

<sup>1</sup> Programme d'aide aux familles les plus pauvres qui reçoivent l'équivalent de trois francs par jour à condition toutefois qu'elles se soumettent à certaines obligations, comme le fait d'envoyer les enfants à l'école, par exemple. Depuis l'arrivée de Temer à la présidence, un million de familles, sur les onze qui en bénéficiaient, ont été privées de cette aide.

<sup>II</sup> A. Acker, historien du Brésil, *Le Temps*, 10 mai 2018.

<sup>III</sup> Dernier pays au monde à s'y résoudre, le Brésil a aboli l'esclavage le 13 mai 1888.

<sup>IV</sup> Anne Vigna, *Le Monde Diplomatique*, mai 2018.

<sup>V</sup> Ibid.

<sup>VI</sup> C'est d'ailleurs de «narco» que *Globo* a traité Marielle Franco.

<sup>VII</sup> *esquerdonline.com*, 3-5-2018.

### Coup de gueule

## Les vraies frappes

«Une chorégraphie soigneusement organisée», dit Philippe Revaz correspondant de la TSR aux USA à propos des bombardements de Trump, Macron et May en Syrie! On se croirait au Grand-Théâtre parmi les fourrures de la bonne société.

Une fois de plus donc, l'Occident fait la morale au monde. Son passé colonialiste et destructeur de pays (Vietnam, Afghanistan, Irak, Libye) ne le gêne pas. L'Occident est toujours le bon, l'autre est toujours le méchant. Et ce, toujours au nom de la Démocratie!

En Irak, avec un seul mensonge, concernant les «armes de destruction massive», les USA ont détruit un pays entier. Alors qui ment? Que croire?

Et l'on parle gentiment de «frappes» pour désigner ces bombardements. Les vraies frappes dans cette histoire, c'est Macron, May et Trump.

Bernard Walter

## Un air de liberté

«Ah monsieur d'Ormesson  
Vous osez déclarer  
Qu'un air de liberté flottait sur Saïgon  
Avant que cette ville  
S'appelle Ville Ho-Chi-Minh».

C'est en entendant Jean Ferrat chanter cette chanson dans les années 70 que j'ai appris l'existence de l'académicien Jean d'Ormesson, directeur du Figaro. Il m'a donc immédiatement été peu fréquentable. Puis, par hasard, j'ai repéré «*Au plaisir de Dieu*» dans une brocante. Le recul critique de ce Jean d'Ormesson à l'endroit de sa famille me l'a rendu sympathique et j'ai fini par lire un bon nombre de ses bouquins.

Il est mort l'an dernier, mais il publie toujours... Le dernier, «*Et moi, je vis toujours*» raconte l'histoire de l'humanité en commentant ses grandes avancées. J'y ai trouvé des passages dignes d'être soulignés. Le premier a une saveur particulière en se disant que du temps où il dirigeait le Figaro, il n'aurait pas osé signer de telles lignes et qu'il a attendu d'être de «l'autre côté» pour enfin oser:

*«La bourgeoisie a volé au peuple la révolution qu'elle a accomplie en son nom... Beaucoup de définitions ont été données du bourgeois. Il est réservé et il a des réserves. Il ne s'engage jamais tout entier. Il a plus d'intérêts que d'idéal. Il aime le confort et il est conformiste. Il est prudent, sûr de lui, parfois chafouin, affolé de culture, près de ses sous. Il se réclame d'un passé plutôt récent, d'un art souvent moderne pour essayer de donner le change, de la tradition, de la beauté. Il tente toujours de passer pour audacieux, mais il craint l'avenir, les artistes et l'amour. Il est plus familier des banques et des assurances que de l'agriculture et de la pêche en haute mer. Tout tient en un seul mot: l'argent.»*

François Mitterrand l'a invité 36 fois pendant son séjour de 14 ans à l'Élysée. Il lui aurait dit qu'il était un homme de gauche et un polémiste de droite. C'est vrai que je n'ai pas pu aller loin dans le bouquin où il a regroupé les diatribes qu'il adressait au Président au titre de patron du Figaro. Mais je voudrais vous faire partager

encore les lignes suivantes qui me semblent tellement importantes:

*«Jésus est le révolutionnaire le plus radical que j'aie jamais connu. Il est permis de soutenir que le christianisme constitue la révolution la plus ambitieuse et peut-être la plus réussie de tous les temps. A une époque partagée entre citoyens libres et esclaves, où les puissants ont tous les droits et les plus pauvres aucun et où les femmes sont soumises à la volonté des hommes, Jésus prêche la dignité des pauvres, l'égalité entre tous les hommes, l'émancipation des femmes. Autant peut-être que Jean, son disciple préféré, il aime Marie-Madeleine, une ancienne prostituée. Dans le monde impérial et romain si fortement hiérarchisé, où seule compte la puissance, il lance une idée folle: il faut aimer les autres, il faut aimer jusqu'à ses ennemis. Jésus est avec évidence l'annonciateur et l'ancêtre du socialisme. Il a changé plus que personne l'image du monde à venir.»*

Pierre Aguet

## Le nationalisme: un mot pris au hasard de l'actualité

Une définition livresque oriente ma réflexion sur le thème du nationalisme. Mais aujourd'hui et à cette heure-ci, le moyen à ma disposition n'est autre que le Petit Larousse de 1980. Un peu dépassé? Il n'a rien d'insignifiant et rend le service demandé! Donc d'après ce dictionnaire, le nationalisme serait une «*Doctrine qui se fonde sur l'exaltation de l'idée de patrie ou de nation*». Doctrine, exaltation, sont-ce des mots de secte?

Dans sa deuxième définition, le nationalisme serait un «*Mouvement politique d'individus qui prennent conscience de former une communauté nationale en raison des liens (langue, culture) qui les unissent*». Cette définition convient mieux à ceux qui se sentent unis en raison de liens forts, déterminés, mais sans exaltation ni doctrine. Liens forts comme une même histoire?

Et Internet dans tout ça? Ah, Internet! Cet outil de recherche, né après le Petit Larousse, n'a gardé que la deuxième définition du dictionnaire,

en y ajoutant toutefois une fin. Cela donne au mot nationalisme l'accent plus réel du «*Mouvement politique d'individus qui prennent conscience de former une communauté nationale en raison des liens qui les unissent et qui peuvent vouloir se doter d'un Etat souverain*». Et encore «*Théorie politique qui affirme la prédominance de l'intérêt national par rapport aux intérêts des classes et des groupes qui constituent la nation ou par rapport aux autres nations de la communauté internationale*».

Le mot nation, mère du nationalisme, affine sa définition. Voyons: «*Grande communauté humaine, le plus souvent installée sur un même territoire, et qui possède une unité historique, linguistique, culturelle, économique plus ou moins forte*». Les mots sont dits: une unité historique, linguistique, culturelle. Bien voilà un peuple vivant avec le sentiment nationaliste d'appartenance heureuse!

Que survienne une raison «x» ou «y» et la belle famille qui compose cette

nation se voit colonisée, occupée par plus fort qu'elle et qui a des vues sur elle et la tranquille convivialité s'en trouve perturbée. Et voilà, ceux qui résistent se voient pris dans l'aspect négatif du mot nationalisme. Malheureusement les occupants font la loi par la force du pouvoir et donc imposent leur histoire, leur langue et leur culture, étouffant les petites nations qui deviennent silencieuses.

Dans le réel de chaque jour, je pose aux grands pays, occupants des petites nations, la question suivante: honnêtement, pourquoi soumet-on une nation (ce qui sous-entend manque de respect des droits des hommes formant cette nation)? De toute évidence, c'est l'argent et l'exercice du pouvoir! Honte donc aux pays qui colonisent des nations par l'argent et le pouvoir! Malheureusement l'Europe, vivier de petites nations, représente, en 2018, l'image même de ce respect ou non-respect évoqué ci-avant.

Pierrette Kirchner-Zufferey

# Hommage à la Catalogne

*Si vous n'êtes pas vigilants, les journaux vous feront haïr les opprimés et vous feront aimer leurs oppresseurs.*

Malcolm X, dirigeant afro-américain, assassiné en 1965

Le 1<sup>er</sup> octobre 2017, on a vu des images d'un autre temps: en Catalogne, des unités de la Garde civile – «Guardia civil asesina», criaient, il y a 40 ans, les manifestants anti-franquistes – matraquaient les citoyen-ne-s participant à un référendum posant la question: «Voulez-vous que la Catalogne devienne un Etat indépendant sous forme d'une République?». Le gouvernement espagnol interdit le référendum et suspendit l'autonomie catalane. Plusieurs responsables indépendantistes ont été emprisonnés ou ont dû s'exiler (Anna Gabriel et Marta Rovira en Suisse).

La revendication indépendantiste a rencontré l'incompréhension des médias dominants et l'hostilité des gouvernements de l'Union européenne. Plusieurs contrevérités ont été formulées: repli nationaliste, égoïsme d'une région riche par rapport aux autres régions de l'Espagne, attaque au projet européen, pour n'en citer que quelques-unes.

## Quelques rappels historiques

L'unité espagnole se concrétisa à la fin du XV<sup>e</sup> siècle par le mariage d'Isabel 1<sup>ère</sup> de Castille et de Fernando V d'Aragon. L'un des grands conflits entre la Catalogne et l'Etat central date de 1640, avec *la Guerra dels segadors*<sup>1</sup>. L'hymne catalan *Els Segadors*<sup>2</sup> se réfère à ce mouvement.

De 1700 à 1714, la succession de Carlos II (dynastie des Habsbourg), suscita un conflit européen: Felipe V (Philippe de Bourbon, petit-fils de Louis XIV, roi de France et de Navarre) fut contesté par les Habsbourg d'Autriche. Après la prise de Barcelone (11 septembre 1714) par l'armée royale, Felipe V abolit les libertés catalanes, mit la région sous administration directe et interdit l'usage du catalan.

Après la défaite de la 2<sup>e</sup> République (janvier 1939), l'armée franquiste entra à Barcelone. La Généralité de Catalogne fut abolie, la langue catalane proscrite selon la vision centraliste de la dictature: «España, una, grande y libre» (l'Espagne une, grande et libre).

## La Catalogne d'après le franquisme

Le régime post-franquiste dut faire des concessions aux revendications démocratiques, notamment en Catalogne.

«En 2006, le président de la Généralité, Pasqual Maragall [*Partit dels Socialistes de Catalunya*] propose l'élaboration d'un nouvel *Estatut* pour redéfinir les droits nationaux catalans face à la recentralisation de l'Etat. Le nouveau texte est approuvé à 90% par le Parlement catalan, puis par le Parlement espagnol lors d'une session solennelle. Présenté ensuite au peuple catalan, le texte est ratifié par référendum. Au milieu de l'année 2010, toutes les conditions requises semblent réunies pour l'entrée en vigueur du nouveau texte, mais il est jugé inconstitutionnel et sanctionné par la Cour constitutionnelle espagnole. Pour la majorité du peuple catalan, la sentence scelle l'impos-

sibilité de tout ajustement du pouvoir catalan à l'Etat central»<sup>3</sup>.

Dès lors, la revendication de l'indépendance a grandi<sup>4</sup>. Selon des sondages, 80% de la population se prononçait pour un référendum d'autodétermination (ce qui n'implique pas forcément une majorité pour l'indépendance). Nonobstant l'«illégalité» du scrutin, n'eût-il pas été intelligent de laisser se tenir le référendum du 1<sup>er</sup> octobre 2017? C'était trop demander au néo-franquiste *Partido Popular*, auteur du recours contre le statut de la Catalogne.

## Sur quelques contrevérités

Revenons sur la propagande du gouvernement espagnol<sup>5</sup>.

1) Egoïsme régional? Sauf au Pays Basque, l'Etat espagnol perçoit les impôts, puis les répartit entre les 17 régions autonomes. La Catalogne a donc moins de compétences fiscales qu'un *Land* allemand ou qu'un canton suisse. La révision de l'*Estatut* visait à corriger cette situation. Dans le cadre des politiques austéritaires menées par l'Etat central, la Cour constitutionnelle a annulé des lois sociales votées par le Parlement catalan.

2) «Repli nationaliste»? Pour l'ex-président Jordi Pujol (du parti de droite *Convergència i Unió*): «Est Catalan celui qui vit en Catalogne». En été 2017, une grande manifestation s'est tenue à Barcelone pour demander un meilleur accueil des réfugiés. L'attentat djihadiste de l'été 2017 n'a pas suscité les vagues islamophobes d'autres pays.

3) Au sortir de la dictature franquiste, la Généralité de Catalogne a rétabli le catalan, comme langue officielle. Il est enseigné dans les écoles, mais le castillan n'est pas proscrit. Or, le parti espagnoliste *Ciudadanos* s'est créé pour contester la prééminence de la langue catalane. Comme si en Suisse romande un parti critiquait l'enseignement du français comme première langue (y compris aux enfants de parents venus de Suisse allemande).

## Conclusion

Il n'y aura pas d'issue sans reconnaître le droit de la Catalogne à l'autodétermination, y compris l'indépendance si une majorité se prononce en sa faveur. Prétendre – comme je l'ai entendu dans un débat après la conférence du professeur Jordi Tejel, le 26.10.2017, à Neuchâtel – que c'est une atteinte au projet européen en dit long sur le projet en question. «Cette Europe est une honte», criaient les manifestants de Barcelone protestant contre l'arrestation de Carles Puigdemont par la police allemande (fin mars 2018).

Hans-Peter Renk

<sup>1</sup> [https://fr.wikipedia.org/wiki/Guerre\\_des\\_faucheurs](https://fr.wikipedia.org/wiki/Guerre_des_faucheurs).

<sup>2</sup> <https://www.youtube.com/watch?v=ntjDjmFp04M>.

<sup>3</sup> Lluis Llach, «Le droit d'un peuple à décider de son avenir», *Le Monde*, 7.6.2017.

<sup>4</sup> Paul Preston, «L'intransigeance de Madrid nourrit le séparatisme catalan», *Le Monde*, 19-20.11.2017.

<sup>5</sup> Romaric Godin, «L'indépendantisme catalan est-il un égoïsme?», *La Tribune*, 14.11.2014.

## On se réveille!

Au secours, voilà les démocratures! Mot nouveau: «démocrature» qualifie une dictature déguisée en démocratie. Ou, puisque nous vivons une époque informatique, la dictature 2.0! Notre temps goûte les pouvoirs forts, autoritaires, en un mot, les néo-dictateurs.

*Je dis toujours la vérité: pas toute parce que toute la dire, on n'y arrive pas. La dire toute, c'est impossible, matérielle-ment: les mots y manquent. C'est même par cet impossible que la vérité tient au réel.*

Jacques Lacan

Sans vouloir vous alarmer, il faut bien admettre que ça se rapproche. Nous sommes cernés par quelques pays sous influence, où règne un populisme de moins en moins démocratique. Nous-mêmes n'y échappons pas. Même si ça paraît plus feutré, il y a bien chez nous un certain parti qui se verrait bien hégémonique. Arriverait-il à ses fins, qu'il ne saurait d'ailleurs qu'en faire.

Petite revue d'effectif. À tout seigneur, tout honneur: la Russie qui vient de re-re-re-couronner son Tsar «Vlad IV»! Pratiquement tous les anciens satellites de la défunte URSS suivent ce chemin. La Biélorussie est, depuis très longtemps, une dictature qui ne dit pas son nom. Les anciennes républiques soviétiques d'Asie centrale ne sont pas non plus des modèles de démocratie. L'Ukraine comme les nations du Caucase, ne vont pas beaucoup mieux. Le plus surprenant est de voir la Pologne, la Tchéquie, la Slovaquie, la Hongrie, – alors même que leurs populations avaient soif de liberté à force d'étouffer sous un communisme qui était presque tout sauf marxiste –, voter massivement pour des pouvoirs forts. Ils veulent bien recevoir la manne européenne, mais de là à accepter quelques réfugiés ou la liberté de la presse? Oh! J'allais oublier l'empire du Milieu, qui vient, au terme d'un score «soviétique» (2958 voix pour, 2 contre [ils vont mal finir ces deux là] et 3 abstentions) de permettre à son PDG de le rester à vie. Ben voyons!

Et si ça ne se cantonnait qu'à l'Est, mais voilà que le populisme le plus bas de plafond menace directement les vieux pays occidentaux. Aube dorée en Grèce qui s'enorgueillit d'idéologie nazie. Le retour du *Cavaliere* flanqué de ses amis d'extrême droite dans la péninsule voisine. L'Autriche où de vilains souvenirs affluent. La Hollande, jadis si ouverte et pragmatique, gavée de haine par une extrême droite raciste. La Belgique, en proie aux démons *flamingants*, comme aurait dit Brel. Notre grande voisine, qui a porté au second tour des élections présidentielles un FN irresponsable et malodorant. Dans le nord de l'Europe – Russie comprise – éclosent des groupes de jeunes néonazis. Oui, vous avez bien lu: des nazillons tout neufs, abrutis de haine et de bière, qui n'ont pas connu l'horreur, loin s'en faut, s'inventent un culte malsain en insultant leur propre Histoire. Et même chez nous, ou comme en France, après les pères, il va falloir supporter les filles. Symptomatiques dynasties, où la nostalgie de Vichy et de Nuremberg, de la torture en Algérie pour l'une et de l'Apartheid en Afrique du Sud pour l'autre, enveloppent d'un voile de prétendue modernité les vieilles et crasseuses théories.

*Oh! Comme je déteste les horribles observations quand elles écrasent de merveilleuses idées sous leurs pieds!*

Mark Twain

Un peu plus loin, il y a la Turquie. Alors là, c'est le pompon! Voilà un type qui organise un vrai-faux coup d'état pour pouvoir éliminer en toute impunité l'opposition. Les militaires turcs sont plutôt expérimentés en matière de coup d'état, s'ils avaient voulu renverser le gouvernement, ils y seraient parvenus. Ça ne vous rappelle pas un certain incendie du Reichstag? On va passer sur la Syrie, car là, ça dépasse un peu près tout ce que l'on pouvait craindre imaginer. En Israël, ou plutôt en Palestine, outre de nombreuses et inutiles brimades, on réinvente la colonisation. En plein 21<sup>e</sup> siècle, il faut le faire! Plus loin encore, suprémacistes et création-

nistes ont fait main basse sur les Etats-Unis en suivant quelques fous dangereux qui haïssent la démocratie. Un peu plus au Sud, le Brésil est au bord de l'explosion; quant au Venezuela, c'est fait, il a explosé, merci.

*Il y a dans les hommes plus de choses à admirer que de choses à mépriser.*

Albert Camus

Cette haine, ces relents racistes, ces populismes hypocrites, ces xénophobies cachées, sont, entre autres choses, le fruit pourri, exploité de la plus vile des manières, issu des phénomènes migratoires, eux-mêmes rendus inéluctables tant par le réchauffement climatique que par l'exploitation honteuse des matières premières dont on fixe le cours dans le brouillard londonien sans aucun égard pour les esclaves qui, sur place, crèvent empoisonnés. Sans parler, pêle-mêle, de la maltraitance des femmes, des fossés que l'on creuse méthodiquement, entre riches et pauvres, entre générations, entre Noirs et Blancs, entre hommes et femmes. Ni de l'extraction en catimini de métaux rares, du travail des enfants, des déforestations, de l'appauvrissement dramatique de la faune, des tristes continents de plastique qui flottent sur les océans, etc., etc...

N'en jetez plus, la coupe est pleine. L'impéritie, l'inculture, l'oubli et la lâcheté font le reste. Personne n'a osé dire la vérité au potentat d'Ankara. Tout comme personne n'avait osé annoncer à Staline qu'il était mort. Boutade me direz-vous, certes, mais, nous n'en sommes pas loin. Pire: on va même jusqu'à payer quelques-uns de ces monstres pour qu'ils gardent les réfugiés syriens, iraqiens et africains chez eux. Et puis, comme si ça ne suffisait pas, voilà que le grand mamamouchi turc tourne sa gigantesque armée, – mais est-ce vraiment surprenant? –, contre les courageuses (et souvent féminines) milices kurdes auxquelles nous avons lâchement délégué la lutte contre l'Etat Islamique. Non seulement nous ne disons mot ni ne faisons quoique ce soit,

mais nous préférons sanctionner le Venezuela, déjà économiquement par terre, plutôt que la Turquie. Evidemment, Caracas c'est loin, et il y a moins de Vénézuéliens qui traversent l'Atlantique que de réfugiés qui se noient en Méditerranée. En faisant semblant de ne rien voir, de ne rien entendre et de ne rien savoir, nous nous trahissons nous-mêmes. Nous nous privons de ce qui fait de nous des humains. De quel bois

sommes-nous donc faits? Où sont nos valeurs? Qu'avons-nous fait de notre honneur?

Cela dit, et malgré ce sombre constat, il y a des progrès réjouissants. L'humanité se connaît de mieux en mieux, appréhende mieux la terre et le cosmos. Il y a beaucoup de gens formidables, aidants, attentifs, tournés vers les autres. Et puis, il reste des hommes et des

femmes qui pensent, qui essaient, qui cherchent, qui respectent, qui aiment, qui créent. Il reste l'espoir que nous devons porter. Il reste l'humour, qui nous sauvera. Et, selon Dostoïevski, il reste la beauté qui sauvera le monde!

Il ne faut que se réveiller...

Marc Gabriel

## Je tire à boulets rouges...

... sur l'Administration cantonale des impôts du Canton de Vaud. Cette année, je n'ai pas reçu les formulaires papier comme d'habitude. Un petit mot de cette administration m'informait que je devais remplir ma déclaration d'impôt de façon électronique à l'aide du logiciel Vaudtax. En 2012, j'avais téléchargé ledit logiciel sur mon ordinateur afin de contrôler si ma déclaration était juste. J'ai donc rempli ma déclaration en ligne, et au moment de l'envoyer, une annonce est apparue sur mon écran m'informant du fait que j'avais un problème de connexion. Pensant que le site des impôts était surchargé, j'ai répété l'opération à plusieurs reprises, sans succès. En désespoir de cause, j'ai fini par appeler la commission des impôts au téléphone. Quelle galère! Au

bout de 6 minutes d'attente à écouter une musique débile entrecoupée de messages me conseillant de consulter leur site internet, une voix féminine m'a demandé de rappeler ultérieurement, les lignes étant surchargées. J'ai dû répéter l'opération à 4 reprises pour avoir enfin quelqu'un en ligne.

Après avoir expliqué mon échec d'envoi, il m'a été dit que le logiciel de 2012 était obsolète et que je devais télécharger celui de 2017. Première nouvelle, cette information n'est indiquée nulle part. Docile, je retourne vers mon ordinateur afin de procéder au téléchargement, c'est alors que je remarque que mon système d'exploitation n'est pas compatible avec le site des impôts. J'ai donc repris mon téléphone pour rappeler l'administra-

tion cantonale des impôts afin de leur signaler mon problème. Plus de 20 minutes d'attente, en musique, avant d'avoir quelqu'un au bout du fil.

*L'Administration est une société anonyme à irresponsabilité illimitée.*

Jean Amadou

Votre ordinateur est de quelle année? me demande mon interlocutrice. Il est de 2007, ai-je répondu, et il marche très bien. Vous devriez changer d'ordinateur, il est trop vieux, me rétorque-t-elle. Je ne vais tout de même pas faire les frais d'un nouvel appareil uniquement pour remplir ma déclaration d'impôts, lui ai-je répondu. Pourriez-vous m'envoyer la formule papier et m'accorder un délai supplémentaire? Vous pouvez les télécharger sur le site, les remplir, les imprimer et les signer avant l'envoi par voie postale, me dit-elle. Je viens de vous dire que la configuration de mon ordinateur n'était pas compatible avec votre site. Moi, j'ai Windows Vista, et sur votre site, seules les versions Windows de 7 à 10 sont compatibles, donc cela m'est impossible! lui dis-je. Le papier n'est pas très écocontribuable, me dit-elle. Et jeter mon ordinateur, ce ne serait pas un peu écodébile, par hasard?

On voudrait que tout se fasse de manière électronique au jour d'aujourd'hui. Je ne suis pas contre le progrès, mais il y a des limites à la bêtise et au gaspillage, tout de même! L'informatique est une nouvelle forme de dictature qui détruit tout sur son passage, lentement, mais sûrement!

Emilie Salamin-Amar

## Opacité versus transparence

Les sujets ne manquent pas par les temps qui courent. J'aimerais ici soulever un paradoxe qui m'intrigue depuis longtemps. L'ensemble de notre société navigue à vue et sans message clair entre transparence et secret des affaires. Au nom de la démocratie, de l'information du plus grand nombre, de la compréhension du monde, il est revendiqué la transparence, ce qui est non seulement louable, mais franchement impératif. Parallèlement, dès qu'il est question de creuser les méthodes, d'en faire l'organigramme, d'envisager des règles du jeu équilibrées, bref réglementer, il est opposé la discrétion, le secret des affaires des termes des contrats, des alliances nouées entre acteurs du grand marché.

On a la vive impression que plus la société civile, parfois quelques politiciens, tentent d'y voir plus clair, plus les crapules s'en donnent à cœur joie pour mieux se cacher, contourner, magouiller dans l'ombre. D'ailleurs on peut observer que notre Conseil fédéral semble systématiquement privilégier l'autorégulation dans les services et les entreprises, avec le succès qu'on découvre tous les jours, comme les cas Car Postal, isopropanol, par exemple... Dans le même ordre d'idées, plus on prétend protéger les données personnelles, et plus elles sont vendues à tout va... D'ailleurs cette récolte de données prend des proportions si exponentielles que les centres de blockchain se multiplient comme des petits pains, sans trop s'occuper de savoir comment développer l'énergie correspondante à leurs gros besoins. Dans le genre quadrature du cercle, on est face à un beau cas de figure.

Edith Samba

# Au revers du pardon, l'erreur pourrait s'adoucir!

Résoudre des erreurs judiciaires en faisant appel au pardon? Pourquoi pas. Je me dis que le pardon, que l'on soit croyant ou non, est source d'ouverture. Plus concrètement d'ouvertures, au pluriel, qu'il vaut la peine d'aller chercher, de chasser en bousculant préjugés et certitudes. En cette Journée internationale du vivre ensemble, ce mercredi 16 mai 2018, cette «couleur du jour», c'est un bulletin radiophonique qui me la révèle à l'heure du café matinal, en bruit de fond. Ouvert devant moi, *L'Illustré* de ce jour dédie sa couverture aux plus beaux pèlerinages, sous le titre «Le bonheur de marcher».

Il y a tout juste deux semaines, me dis-je, en haut à droite de sa couverture, ce même hebdomadaire incitait le lecteur à parler aux arbres. Au long de cinq pages, nous enseignait que la forêt peut soigner l'humain. Mais le sujet du numéro 18 de cette année 18, qui occupait dix pages du magazine, éclatait en couverture à la lumière de trois beaux visages: celui de Ruth Légeret, décédée à la veille de ses quatre-vingt-deux ans, entre Noël et Nouvel-An, il y a douze ans et demi de cela; celui de Gisèle Egli, une dame de Vevey qui aura bientôt 93 ans et qui témoigne avoir vu et salué sa contemporaine d'alors, le 24 décembre 2005... en fin d'après-midi, à un moment où celle-ci a été considérée, judiciairement parlant, comme morte depuis plusieurs heures.

Et le troisième visage, c'est celui de François Légeret. Ses yeux et son expression disent le bonheur, de même que ceux de Ruth, sa mère qui l'a adopté avec son mari Charles, en 1973, à l'âge de neuf ans. La photo provient d'une collection privée. Elle n'est pas datée, mais à en juger par l'âge apparent de François et de sa maman, elle doit avoir aujourd'hui quelque vingt-cinq ans d'âge.

En page 21 de cet *Illustré* du 2 mai 2018, une petite photo du procureur général vaudois, Eric Cottier, affiche une expression où je crois lire l'assurance habituelle du magistrat, avec peut-être une pointe de perplexité: «Ou bien il les a tuées en fin de matinée, ... ou il ne les a pas tuées; mais alors qu'on m'explique!...» Ces propos, l'émission «Indices» diffusée

à mi-décembre 2017 (sur la chaîne française Numéro 23) en a souligné l'absurdité. Oh bien sûr pas à tout le monde, en particulier pas à Monsieur Cottier lui-même puisque cet homme se dit convaincu, «à 100%», que François Légeret a tué sa mère Ruth, ainsi que l'amie de celle-ci, Marina Studer, et qu'il a dû faire disparaître sa soeur Marie-José, tout cela le 24 décembre 2005 en fin de matinée, ou «aux environs de midi» comme l'ont martelé les deux condamnations à la prison à vie, prononcées en 2008 et 2010 à l'encontre du présumé coupable né au Bengale en 1964.

Le visage du procureur général Eric Cottier, j'ai eu par deux fois l'occasion de l'avoir en face de moi pendant un peu plus d'une heure, à l'époque où je n'avais pas encore travaillé sur l'affaire Légeret. En 2013 et 2014, si ma mémoire est bonne, les deux fois en début d'automne, nous avons parlé d'une autre affaire que mon vis-à-vis d'alors était convaincu d'avoir élucidée: l'affaire Ségalat. «Je ne connais pas encore tout le dossier, mais il me semble qu'on est tout près de l'erreur judiciaire», lui avais-je fait remarquer. Au moment de quitter son bureau, je me souviens lui avoir dit n'être pas intéressé à défendre les

criminels, avant de poursuivre mon investigation sur cette affaire-là.

Le procureur Cottier est un homme de conviction. Le problème, me semble-t-il, c'est qu'il lui est visiblement difficile de concevoir qu'il pourrait s'être trompé, tout au moins dans les affaires Légeret et Ségalat, où il s'est employé à faire partager sa conviction «absolue» par les juges et les jurés qui ont prononcé les condamnations des deux hommes.

En cheminant au bord du Léman, avant de transcrire mes réflexions dans le présent article, je me suis demandé comment cet homme pourrait en arriver à admettre ses erreurs. A cette question, la réponse pourrait se trouver au revers d'un concept qui, comme tous ceux qui comptent vraiment, est parfois galvaudé: le pardon. En se pardonnant d'abord à lui-même, Eric Cottier ferait bien plus que sauver la face. Alors ses yeux et son visage, j'en prends le pari, pourraient refléter autre chose que le poids d'une certitude dont il aurait compris la vanité. Tout bénéfique pour ce monsieur, pour les victimes de ses erreurs, et par ricochet pour la société concernée: vous et moi.

Jacques Secretan

## On ne contrôle pas les vrais fraudeurs

Avec une précipitation incompréhensible, les Chambres fédérales ont adopté la révision d'une loi, permettant ainsi aux assurances sociales (AVS, AI, assurance chômage, assurance maladie, etc.) d'utiliser des nouveaux moyens de surveillance (enregistrement sonore et visuel, observation d'espace privé depuis un lieu accessible, utilisation de traceurs GPS ou de drones) lorsqu'elles soupçonnent une fraude. Ces moyens vont bien au-delà de ceux de la police pour poursuivre des criminels.

Il faut rappeler que la fraude aux assurances représente 5% et la fraude fiscale 95% du total de la fraude. On peut donc s'étonner que le Parlement s'attaque une fois de plus en priorité aux plus faibles. On aurait pu souhaiter que la majorité bourgeoise de ce Parlement utilise la même énergie pour lutter contre la fraude fiscale. Cela représenterait une manne financière beaucoup plus importante pour les caisses de l'Etat.

*L'essor* invite ses lecteurs à signer le référendum lancé contre cette loi liberticide qui est une insulte à l'égard de l'immense majorité des citoyennes et des citoyens honnêtes.

Rémy Cosandey

## Neuchâtel révolution

République française en modèle réduit, Neuchâtel connaît les mêmes maux que sa grande voisine depuis une quarantaine d'années: immobilisme et conservatisme creusent des déficits insurmontables qui ne sont jamais traités à la racine par les partis politiques. A droite, on veut limiter les dépenses, à gauche, augmenter les recettes, sans aucune réforme structurelle d'envergure.

La dernière tentative pour redresser le canton fut le projet d'une liaison ferroviaire rapide entre les deux principales villes neuchâteloises, La Chaux-de-Fonds et Neuchâtel. Les égoïsmes locaux ont eu raison du Transrun, avec des Chaux-de-Fonniers qui se sont fortement abstenus et des Neuchâtelois du Bas qui l'ont soutenu sans conviction.

Réunir les deux villes en une seule entité territoriale aurait permis de soigner le cancer qui ronge Neuchâtel. Ce cancer est le produit de l'existence politique de deux villes dans un canton de moins de 200.000 habitants.

Non seulement les salaires des conseillers communaux professionnels coûtent à la collectivité, mais

surtout les budgets publics alloués à chaque dicastère, avec leurs cohortes de fonctionnaires municipaux qui traitent souvent à triple des dossiers maîtrisés au niveau cantonal mais qui sont suivis en parallèle dans chaque ville avec le personnel et les ressources nécessaires à cette débauche d'administration publique. Voilà pourquoi la Fonction publique neuchâteloise dépense de près d'un tiers celle des autres cantons en termes d'effectifs, pour de bons résultats, mais beaucoup trop coûteux financièrement et politiquement.

Le budget de l'Etat se compose en outre de 40% de subventions diverses qui permettent un large arrosage de l'ensemble du canton. Les logiques d'inflation administrative touchent également l'école avec des cercles scolaires amenés à moins bien accomplir des tâches dont le canton s'acquittait seul de manière plus efficace et plus avantageuse. Même rengaine pour les hôpitaux, avec une mise en œuvre de l'initiative populaire plébiscitée dans les Montagnes qui conduirait à la création de 50 nouveaux postes administratifs sans aucune amélioration des prestations hospitalières pour les populations concernées!

N'en jetons plus. Ce ne sont pas les continuel coups de rabot des mesures d'économies qui pourrissent la vie des plus fragiles habitants du canton de Neuchâtel depuis 20 ans qui le remettront d'aplomb.

C'est à une nouvelle révolution qu'il faut aspirer pour dépasser des clivages historiques qui obscurcissent inutilement l'horizon de ce magnifique canton que l'on aime trop pour le voir sombrer ou se diviser!

John Vuillaume

*Je suis en partie d'accord avec les remarques et propositions de M. Vuillaume. Il est vrai que certaines tâches se font à double et qu'il est nécessaire de revoir l'organisation du canton. Mais il faut partager équitablement les dépenses budgétaires et les investissements, ce qui n'est absolument pas le cas aujourd'hui. Un rapport élaboré par l'Université de Neuchâtel montre que le Haut du canton est fortement défavorisé par rapport au Littoral. C'est pour améliorer la situation que je prône depuis des années l'organisation d'états généraux (ouverts à toute la population) de la cohésion cantonale, états généraux que le Conseil d'Etat juge inutiles (Rémy Cosandey).*

## Les tromperies des partis populistes

Pour analyser les tromperies des partis populistes je me contenterai de l'exemple suisse. Les constantes de la Suisse ces dernières années sont basées sur la proportionnalité, le consensus, la collégialité, la neutralité, les bons offices internationaux et la défense des minorités (romanche).

L'Union Démocratique du Centre (UDC) actuelle est le résultat d'une captation d'un parti agrarien centriste de droite par des nationalistes d'extrême droite sans modification du nom du parti dont il ne reste qu'une minorité agrarienne.

L'UDC prétend défendre les valeurs de la Suisse. Son fonctionnement interne lors de l'exclusion de Christophe Blocher, son conseiller fédéral emblématique, celui qui refusa de se plier à la collégialité du gouvernement, montre que le dogmatisme, qui a prévalu lors de l'exclusion de l'UDC de Mme Widmer-Schlumpf, est contraire au fonctionnement démocratique suisse.

L'UDC prétend défendre les institutions de la Suisse, lesquelles devraient prévaloir sur les accords internationaux; c'est le seul parti qui, dans son intérêt propre, voulait l'élection du Conseil fédéral par le peuple.

*Populisme: promouvoir sa personne sur les problèmes des autres.*

Guillaume Renoux

L'UDC prétend défendre le peuple et les emplois en Suisse alors que le parti vote très systématiquement avec la droite internationaliste économique et que son leader a remis à sa fille une entreprise ayant des filiales à l'étranger.

L'UDC refuse la proportionnalité des arguments qui permet le consensus en employant des slogans et dessins publicitaires outranciers ou hors pro-

pos. Elle argumente souvent fallacieusement comme lorsqu'il s'agit de nos relations avec l'Union européenne, dont elle minimise les réactions péjorant la situation économique en Suisse.

Certes, tous les partis ont utilisé, ou utilisent depuis la captation droitière du centre agrarien, certaines méthodes initiées par le populisme et je le regrette. Par ses réponses simplistes, le populisme offre une pseudo sécurité à un peuple qui a peur de la mondialisation, de la mixité sociale, d'un développement informatique et du multiculturalisme. Sa manière de traiter ces sujets augmente cette peur et rend le peuple fragile.

Daniel Devaud

# Assurance maladie Deux initiatives pour sortir de l'impasse

**Face aux blocages et à la hausse insupportable des primes d'assurance maladie et des coûts de la santé, le recours à l'initiative populaire est indispensable.**

**Système tarifaire en panne, libéralisation du financement hospitalier, impossibilité d'instaurer un contrôle de qualité sérieux sur le plan national, explosion des coûts et des primes; le bilan de la gestion fédérale du système d'assurance maladie est décidément inacceptable. Le lobbysme acharné et les liens d'intérêt multiples paralysent à l'excès les capacités d'action des autorités. Face à cette situation, le peuple doit pouvoir donner des impulsions au moyen d'initiatives populaires. C'est la conviction d'un front large d'associations et de personnalités issues notamment des cantons qui ont approuvé l'initiative pour une caisse publique d'assurance maladie de 2014.**

Suite à la votation sur l'initiative pour une caisse publique soumise au vote populaire en septembre 2014, un groupe de personnes et d'associations intéressées à des réformes structurelles dans le domaine de la politique de santé et de l'assurance maladie ont poursuivi des réflexions, à l'initiative de la Fédération romande des consommateurs, FRC.

Ces réflexions ont débouché sur la confirmation que rien ne serait possible en termes de développement d'un système de santé de qualité accessible à tous et d'un coût abordable sans la création d'un acteur régional d'intérêt public chargé de compenser tous les coûts ambulatoires et d'envisager sur le long terme les besoins en prévention et en promotion de la santé.

Leur conviction est également faite que le mélange a assez duré entre intérêts commerciaux et exercice d'une tâche publique déléguée aussi importante que l'assurance obligatoire des soins. Depuis le vote de 2014, en effet, aucune évolution positive ne s'est ressentie de la part des assureurs privés. Au contraire, les coûts connaissent une croissance encore plus marquée, notamment en lien avec une libéralisation de l'offre voulue par les assureurs, sans bénéfice notable pour les patients et la qualité des soins qui leur sont prodigués.

Fortes de cette conviction, les personnes et associations unies dans cette démarche de réflexion ont élaboré deux textes d'initiative populaire.

Le premier texte intitulé «*Pour un Parlement indépendant des caisses-maladie*» entend imposer une incompatibilité nette entre l'exercice de la tâche publique déléguée par l'Etat de mettre en œuvre l'assurance obligatoire des soins et tout mandat de parlementaire fédéral. On ne peut en effet être à la fois surveillé et surveillant, régulateur et régulé.

Le second texte, «*Assurance-maladie. Pour une liberté d'organisation des cantons*», entend donner aux cantons qui le souhaitent une liberté d'organisation que

la LAMal ne leur donne pas aujourd'hui. Il s'agirait de permettre la création de caisses cantonales ou inter-cantonales de compensation chargées de compenser l'ensemble des coûts à charge de l'assurance obligatoire des soins, de fixer et d'encaisser les primes cantonales, et de confier à ces caisses la tâche de financer les prestations de prévention et de promotion de la santé nécessaires à la population qu'elles assurent. Elles délégueraient aux assureurs privés agréés les tâches administratives d'affiliation, de mutation, de contrôle des factures et de développement de modèles particuliers d'assurance et les rémunéreraient à cet effet comme cela se pratique dans l'assurance chômage.

En Suisse, les avancées sociales au niveau de l'assurance maladie ont demandé temps et persévérance. La première loi sur l'assurance maladie, dont le contenu était bien modeste date de 1914. Ce texte avait été combattu par les associations commerciales et patronales. A titre d'information, la première assurance sociale qui passa la rampe fut l'assurance militaire en 1902.

En 1974 une initiative populaire ambitieuse a été refusée par le peuple. Elle demandait l'obligation générale de s'assurer contre la maladie et un financement assuré par une retenue sur les salaires versée conjointement par les employeurs et les salariés. Le contre-projet du Conseil fédéral largement édulcoré fut également refusé par le peuple. Il faudra attendre 1994 avec l'introduction de la LAMal pour voir apparaître l'obligation de s'assurer. Une initiative du PSS et de l'USS, beaucoup plus progressiste qui lui était opposée, ne reçut pas l'aval du peuple.

Osons espérer que les deux initiatives dont la récolte de signatures est en cours aboutissent et que le peuple, lorsqu'elles seront soumises à son verdict, comprenne qu'elles sont dans son intérêt parce qu'elles donneront plus de transparence et d'équité à tout un système qui reste aujourd'hui opaque et peu solidaire.

Philippe Lager

## Dites-nous tout, que diable!

Pas la peine de râler dans son coin  
A quoi ça sert? Ca ne sert à rien!  
Exprimez-vous, bon sang  
N'ayez point de ressentiment  
Balancez ce qui ne va pas  
Sans craindre d'être un renégat.  
Il faut libérer la parole  
Ne plus passer pour un guignol  
S'affirmer, se positionner  
Prendre le risque de critiquer  
Ça n'a jamais tué personne  
Déballez tout et sans vergogne.

Emilie Salamin-Amar

# Au lieu de déprimer, exprimons-nous!

**Je suis scandalisé par cette insistance quasi journalière ourdie par la caste dirigeante politique et économique pour nous persuader d'accepter et d'adhérer à la numérisation de la société sans voir la violence que cela génère ni et le totalitarisme que cela engendre. Alors qu'elle nous assure que cette numérisation pourrait résoudre la violence, vaincre le totalitarisme et apporter joie et bonheur à tout le monde!**

Je suis désespéré de constater qu'on nous jette le progrès technologique à la tête avec une force de persuasion qui dépasse nos capacités de résistance et de réflexion en ne nous laissant d'autres possibilités que celles d'adhérer à cette fuite en avant programmée, de l'accepter car inéluctable, de s'y adapter et d'en faire son programme universel.

J'ai envie de dénoncer ces «faiseurs d'opinion» qui nous abreuvent de leurs démonstrations impératives visant notre avenir où les soi-disant technologies du virtuel auraient les pleins pouvoirs pour nous transformer et bouleverser radicalement notre société et cela avec l'appui d'une innovation ayant perdu toute notion de «bien» social. Quotidiennement, on tente de nous persuader du fait que le numérique transformera l'homme pour en faire un être nouveau, qu'il nous augmentera, qu'il nous dotera d'une nouvelle puissance, d'une vie virtuelle intellectuellement surpassée, et qu'avec l'intelligence artificielle, ce serait la révolution des pratiques et du corps social. Et cela sans se demander quelles en seront ses conséquences négatives sur nous tous, sur l'organisation sociale, où sa loi – «se réorganiser ou disparaître» –, serait inflexible,

incontournable et absolue. De plus en plus grave, pour nous persuader que cette supposée évolution est positive, ces «faiseurs d'opinion» ne comptent plus leurs efforts et sont prêts à dépenser des sommes d'argent fara-mineuses qui pourraient être mieux utilisées pour faire de notre société une construction réellement humaine, citoyenne, coopérative, participative, solidaire, pacifique avec la psychologie et l'empathie comme guide.

*La révolution numérique était en train de bâtir brique par brique le rêve millénaire de toutes les dictatures – des citoyens sans vie privée, qui renonçaient d'eux-mêmes à leur liberté...*

Bernard Minier

Bref, ils veulent transformer l'homme, le renouveler lui et sa nature profonde, ils veulent que nous changions de dimension avec l'intelligence artificielle, ses implants, ses capteurs, sa capacité de calcul et, par des procédés pour le moins douteux, ils veulent augmenter nos capacités internes et externes et tout cela, en nous faisant croire que les conséquences de cette obsession nous seraient bénéfiques alors que les problèmes de société, fruits de cette évolution technologique, dépassent de loin toutes nos craintes et on peut voir jour après jour dans les décharges augmentées de nos arrière-cours, les effets dilatoires de ces procédés.

Comme preuve finale, je laisse le mot de la fin à un «digital shaper» (sic!) – «Un virage historique vient d'être

pris, il aura des conséquences encore difficilement imaginables». Mais en regardant de plus près autour de soi, nous pouvons faire le constat que ces conséquences seront terribles pour les gens communs et ordinaires finalement largués du processus même de la vie, aliénés de leur vécu propre et de leurs propres identités et soumis au pouvoir de ces quelques-uns qui se croient maîtres de la vie, de notre société et de nous tous. Et de quel droit font-ils tout cela sinon celui de leurs propres intérêts et avantages personnels car, que nous le voulions ou pas, tout ce «renouveau» ressemble terriblement aux tentatives totalitaires du siècle passé qui voulaient «améliorer» l'homme et faire de nous, les supposés «sous-hommes», des «hommes nouveaux».

Que chacun cherche en lui-même ses possibilités de bien faire, que chacun se fasse comme il l'entend et qu'on laisse la société avancer comme elle le peut grâce aux efforts de chacun dans un élan de bonne volonté et de solidarité, en prenant en compte ce que nous sommes réellement et en agissant en respectant son prochain sans le pousser dans les affres de la déconnexion mentale et psychique... alors que la réalité virtuelle nous promettrait la connexion universelle et une vie augmentée comme si la vie telle que nous la connaissons serait à proscrire, à rejeter ou à changer impérativement!

A part cela, l'autre jour, j'ai dû consoler une jeune femme en larmes qui a été contrôlée dans une gare et qui venait de recevoir son ordonnance pénale, soit 30 jours de prison et des frais de justice de 600 francs. Et quel a été son «crime»? Ben, que ses papiers provisoires déposés à Berne ne semblaient pas en ordre ni pour la police ni pour le juge et que elle aurait fait, crime monstrueux, des ménages pour pouvoir subvenir à ses modestes besoins. La loi est ainsi faite que nous devenons des criminels juste parce qu'on n'aurait pas de papiers et que l'on voudrait ou devrait travailler quand même. Dure loi peut être, mais là... il y a motif pour s'indigner.

Georges Tafelmacher

## L'indécence des militaires

Le Département militaire fédéral sollicite un crédit de 381 millions de francs pour l'achat de munition. Or, une enquête d'un journal a démontré que l'armée avait un stock de munition de 3,5 milliards de francs. Les têtes pensantes de l'armée prennent vraiment les citoyens-contribuables pour des imbéciles!

Autre scandale qui concerne la Loge P26, organisation armée secrète suisse créée en 1979 et dissoute en 1992. Une partie du rapport établi pour déterminer les responsabilités a mystérieusement disparu. Ainsi, de nombreux dossiers et classeurs déposés aux Archives fédérales sont introuvables. De deux choses l'une: ou l'archiviste est totalement incompetent ou, ce qui est plus probable, ceux qui se prétendaient les sauveurs de la patrie ont opportunément «soulagé» quelques rayonnages. (Y.N)

# L'Occident apporte la Vérité et la Paix au monde

Nous, les pays civilisés occidentaux, sommes les meilleurs. Nous n'avons cessé de donner des leçons au monde et nous nous présentons comme ceux qui apportent au monde la paix et la démocratie. Encore aujourd'hui, nous assistons à cette confrontation du bien et du mal, le mal étant incarné par l'Iran et la Corée du Nord qui ont l'audace de vouloir se doter de l'arme nucléaire. Et nos médias dominants répercutent ce point de vue officiel avec docilité, sans jamais donner le contexte global de toute cette question.

*Les horreurs sont supportables tant qu'on se contente de baisser la tête, mais elles tuent quand on y réfléchit.*

Erich Maria Remarque

Depuis des années, on nous martèle des informations sur les négociations avec l'Iran et on nous fait voir le régime de la Corée du Nord comme le grand méchant. Tout d'un coup, on pourrait presque penser que D. Trump est quelqu'un de bien. Et qu'Israël ne détient aucune arme nucléaire.

Je vois d'ailleurs aux nouvelles du jour que B. Netanyahu mène une grande offensive contre l'Iran, accusant ce pays de mentir sur son programme nucléaire. Israël qui possède plusieurs centaines de bombes nucléaires prêtes à l'emploi et qui a emprisonné 18 années un de ses citoyens, Mordechai Vanunu, pour avoir dit la vérité sur cette situation! Et nos médias répercutent sans broncher les accusations de B. Netanyahu, même le quotidien *Le Courrier*, réputé intéressé par les vérités dans le monde.

*«C'est avec raison que des pressions s'exercent sur la Corée du Nord pour qu'elle adhère au Traité de non prolifération et sur l'Iran en vue de réfréner ses ambitions nucléaires. Mais l'attention de nombreuses nations est également tournée vers les USA. Que les USA conservent un tel nombre d'armes nucléaires (4500 ogives!) montre bien qu'ils n'ont pas l'intention d'éliminer leur arsenal. Ce qui pose cette question troublante: pour quelle raison n'importe quel autre*

*Etat devrait-il restreindre ses ambitions nucléaires?»*

Quel antiméricain primaire a bien pu écrire des choses pareilles? Ce texte date de 2005, il est tiré d'un article intitulé «Apocalypse soon» et son auteur n'est autre que le grand chef de guerre américain Robert McNamara, ancien secrétaire à la défense, puis président de la Banque mondiale. Et il ajoute: *«Au risque de paraître simpliste et provocateur, je pense que la politique actuelle d'armement nucléaire des USA est immorale, illégale, militairement inutile et épouvantablement dangereuse.»*

Cette année 2018, nous fêtons trois anniversaires.

## 100 ans: la fin de la guerre 14-18

Depuis des années, quand on parle de terrorisme, on veut parler bien sûr des fous criminels qui tuent des innocents dans nos pays démocratiques. Jamais ce mot de terrorisme n'est utilisé lorsqu'il s'agit de la guerre 14-18, où pourtant des centaines de milliers d'honnêtes gens ont été envoyés au front pour s'y faire massacrer. Sous la garde de détachements de police envoyés pour empêcher les soldats de fuir, en les exécutant au besoin. L'exercice d'une terreur d'Etat sans limite.

Aujourd'hui, on rend hommage à ceux qui sont «tombés pour la France». Il y en a dans tous les villages, de ces monuments en leur honneur. De même que l'on a honoré par l'élection à l'Académie française les maréchaux de France Joffre et Foch, grands partisans de l'«attaque à outrance» qui a fait des dizaines de milliers de victimes. Joffre et Foch morts dans leur lit à 78 ans.

*Tout pouvoir abuse. Le pouvoir absolu abuse absolument.*

Slogan de Mai 68

Si l'on veut savoir ce qu'est la guerre des tranchées de 14-18, il suffit de lire le livre d'Erich Maria Remarque *«A l'Ouest rien de nouveau»*. Remarque décrit l'indescriptible, les conditions de vie des hommes dans

les tranchées, la violence des bombardements, les corps déchiquetés qui pendent aux arbres, la souffrance des blessés qui n'ont pas la chance de mourir tout de suite, la souffrance inouïe des chevaux, êtres sensibles qui ne comprennent rien à toute cette horreur, l'infinie tristesse du combattant en permission qui ne peut que se murer dans son silence, tellement ce qu'il vit est incommunicable.

Mais étonnamment, lors de ces commémorations, Remarque est bien oublié.

*Nous avons apporté la torture, les bombes à fragmentation, l'uranium appauvri, d'innombrables assassinats commis au hasard, la misère, la dégradation et la mort au peuple irakien, et on appelle ça apporter la liberté et la démocratie au Proche-Orient.*

Harold Pinter

## 50 ans: mai 68

De ces trois anniversaires, mai 68 est celui qui a été depuis de nombreuses années systématiquement vilipendé. Que n'a-t-on pas dit de l'héritage désastreux de mai 68! Et pourtant, il n'a pas fait de morts. Aujourd'hui, à l'heure exacte de l'anniversaire, on redevient dans nos médias plus raisonnable. On retrace les événements, mais en général avec retenue. Pourtant, une certaine fascination se fait voir, comme une espèce de nostalgie pour une époque qui a osé dire, même si c'était avec outrance. Et si tous ces soixante-huitards n'avaient pas quelque part eu raison? Peut-être qu'aujourd'hui, à nous qui sommes libres, mais peut-être moins que nous ne le pensons, un tel mouvement serait bénéfique?

## 15 ans: l'invasion de l'Irak par les USA et la Grande-Bretagne

La guerre a été courte. Elle a commencé le 20 mars 2003 par l'invasion unilatérale de l'Irak, et s'est terminée par une déclaration triomphale de George W. Bush le 1<sup>er</sup> mai 2003, date officielle de la fin de la guerre.

Dans un communiqué du 24 mars 2003, le porte-parole de la Maison-Blanche Ari Fleischer avait nommé cette guerre «*Operation Iraqi Liberation*», soit OIL, pétrole!!! Cette noire et involontaire ironie ne pouvait durer, et cette guerre s'est alors appelée «*Operation Iraqi Freedom*», OIF, Opération Liberté Irakienne!!!

Qu'il me soit permis ici de rappeler que *l'essor*, notre journal, avait publié en juin 2003 déjà un numéro intitulé:

«Enquête en Suisse sur la morale d'une guerre d'un style nouveau.» Alors que nos médias observaient une espèce de neutralité prudente quant à cette guerre illégale, nous avons posé des questions à des instances du pays, et reçu des réponses circonstanciées de six journaux, de M. Ueli Maurer, alors président de l'UDC, des extraits du discours du président de la Confédération Pascal Couchepin aux Chambres le 20 mars 2003, ainsi qu'un dossier de déclara-

tions de Kofi Annan envoyé par les services de l'ONU. Dans toutes ces réponses, il ne se trouve pas un seul argument de soutien à cette guerre.

Ce numéro de *l'essor* est un document qui garde aujourd'hui toute sa valeur. Aujourd'hui, nos médias n'insistent pas sur cet anniversaire très malvenu.

Bernard Walter

## De la violence

L'actuelle vague de libération de la parole féminine sur les violences faites aux femmes m'a amenée à quelques réflexions sur la violence en général.

Tout d'abord, définir la violence comme toute forme d'utilisation de la force ou du pouvoir qui exerce une contrainte physique ou psychique sur autrui. Les violences peuvent se manifester de façon plus ou moins visible. Les plus visibles, ce sont celles qui sont généralement dénoncées dans les médias. Mais les violences peuvent s'exercer sournoisement, et c'est bien souvent les plus graves, elles peuvent tuer aussi...

Je vais parler de la violence dans notre monde occidental, je ne me risquerai pas d'aller juger ce qui est violent ou non dans d'autres civilisations, il y a déjà assez à dire chez nous! Et je me limiterai à l'actualité. Il y a toujours eu de la violence dans notre culture, mais j'ai l'impression qu'elle s'exerce différemment, de façon moins visible et plus généralisée.

Certes, il y a de la violence très visible, et qui ne fait l'objet d'aucune répression. Sur nos écrans par exemple, il y a une violence célébrée. On ne peut ouvrir la télévision, à n'importe quelle heure du jour sans voir un dessin animé (souvent destiné à des très jeunes) où des monstres se tapent dessus ou s'entretuent, et si le récit n'est pas violent en soi, c'est le style du dessin qui l'est, tout en angles aigus avec des couleurs criardes. Et la plupart des films à succès, que ce soit en salle ou à la télévision, font la part belle aux coups de feu, aux scènes d'horreur avec leurs blessés et leurs morts bien en vue. Cela sert certainement à banaliser la

violence, ce qui arrange probablement certaines hautes sphères du pouvoir!

*En général, chacune des riches puissances industrialisées prône un mélange de libéralisme et de protectionnisme, conçu dans l'intérêt des forces dominantes et en particulier des sociétés multinationales domestiques qui doivent diriger l'économie mondiale. Le résultat serait de limiter les gouvernements du tiers-monde au rôle d'une police qui doit contrôler leurs masses laborieuses et leur population superflue, pendant que les multinationales ont librement accès à leurs ressources et monopolisent les technologies nouvelles ainsi que les investissements et la production planétaires.*

Harold Pinter

Car, où je veux en venir, c'est parler de cette violence qui s'exerce quotidiennement par les puissants, souvent puissants de par leur fortune qui se compte par milliards. Prenons l'exemple des multinationales. Leurs décisions sont prises dans des bureaux à l'ambiance agréable par des gens à l'air aimable. Leurs décisions, basées sur le profit, tuent peu à peu des milliers de gens chaque année par toutes sortes de pollutions. Pollutions par les modes d'extractions des métaux dans les mines, pollutions par les produits chimiques répandus dans l'agriculture, pollutions par les médicaments que les gens sont poussés à ingurgiter... pour en citer quelques-unes dont la population

est victime. Et, plus encore que les humains, c'est la nature tout entière qui est blessée, tous les écosystèmes sont menacés. On les dénonce, mais le plus souvent on en reste là!

Pourquoi en reste-t-on là? parce que ces mêmes multinationales ont pris le pouvoir sur les Etats. Leurs représentants se sont bien placés dans le monde politique. Un bon exemple en Suisse: les grandes compagnies d'assurance qui font la pluie et le beau temps dans notre petit pays où chaque citoyen se voit obligé de payer des primes d'assurance maladie beaucoup trop élevées, alors qu'une assurance étatisée leur coûterait beaucoup moins cher. Cela se démontre avec l'ECA vaudoise, qui assure obligatoirement tous les bâtiments contre le feu et les dégâts naturels, à des taux bien inférieurs à ce que les assurances privées coûtent dans d'autres cantons. Les assurances maladie privées doivent gratifier leurs actionnaires aux dépens des malades, et de ceux qui les soignent aussi.

Les gens ne sont pas tous résignés à ces formes sournoises de violence. Il y a des mouvements d'opposition, qui vont de la pétition à la manifestation de rue. Souvent, les manifestations sur la voie publique causent des désordres, voire de la violence, alors celle-ci est vite réprimée et dénoncée. Les médias, suivant en cela la police, vont parfois jusqu'à la qualifier de «terrorisme». Un «terrorisme» visible, avec des dégâts matériels, parfois des morts et des blessés! Mais quoi en comparaison avec les dégâts causés par les pouvoirs multinationaux dont il est question plus haut?

Chistine Betschen



# Au pays des Maléfices

Biographie romancée, Emilie Salamin-Amar, Editions Planète Lilou, 2018

Voyager avec la romancière Emilie Salamin-Amar, au pays des Maléfices, c'est partir en quête d'une mystérieuse disparition. Celle d'une sœur très aimée dont les signes de vie se sont soudain, inexplicablement, interrompus. Elle avait 29 printemps. Il s'agit du 29<sup>e</sup> opus de l'auteure. Nul hasard si, pour la première fois, cette écrivaine originale, pleine de fantaisie et d'humour nous convie à partager cette biographie à peine romancée. Avec pudeur elle évoque la trame tragique de vies familiales bouleversées, mère, sœurs, absentes définitivement, oubliées des vivants dont elle râlume ici flamme et souvenir.

Ce livre relate le voyage, sans retour, de sa sœur Mary partie en Guyane en 1968 comme employée d'un bureau de la station spatiale de Kourou. Le fil d'Ariane tendu par le photographe et réalisateur Philippe Lafaix, auteur de documents sur la Guyane censurés par les TV française et suisse romande, permet à l'écrivaine de remonter le temps sous le regard et l'écoute attentive de son interlocuteur. De l'enfance auprès d'un père veuf tout-puissant, s'octroyant de multiples droits sur ses filles y compris des attouchements, jusqu'à la dispersion de la famille dessoudée et porteuse de secrets irrévélables, elle raconte l'absence, les questionnements sans fin. Qui détient la vérité sur la vie de Mary en Guyane, sur sa mort

annoncée sans cause officiellement reconnue, contestée, sur un lieu de sépulture introuvable?

Pourquoi l'enquête à Cayenne se révèle-t-elle si complexe, si dangereuse au point d'obliger Lisa, la sœur bienveillante et survivante, à fuir la Guyane? Y aurait-il des liens entre les autorités et l'ancien ingénieur, amant de Mary, devenu orpailleur dont les mensonges et le déni accompagnent de menaces de mort ses réponses aux interrogations de Lisa? Hors des circuits balisés autour de Kourou, c'est toujours la loi de la jungle qui prévaut. La vie n'y vaut pas cher. On peut payer un tueur quelques euros. Les cadavres sont retrouvés dans la rivière. Il y aurait même deux cimetières, un, officiel pour les décès naturels et un autre, clandestin, pour les assassinés. Mieux vaut sortir porteur d'une arme ou escorté par un garde armé. La Guyane française, ce bout de terre colonisé au milieu du XVII<sup>e</sup> siècle, situé en Amérique latine entre Surinam et Brésil a été nommé «Le pays des Maléfices» par ses voisins martiniquais, compatriotes d'outre-mer...

Au bout de ce voyage la romancière nous offre un rai de lumière par un de ces retournements et clins d'œil dont elle a le secret.

Serèn Guttmann

Note: ce centre spatial implanté en 1965 représente 50% de l'activité économique totale de la Guyane. Parmi les collectivités d'outre-mer (COM) la Guyane est un territoire où la précarité, la misère, l'insécurité et la violence sont extrêmes. Le chômage touche 22% de la population, 40% des élèves quittent l'école sans diplôme. La population double tous les 20 ans. Durant 100 ans, de 1852 à 1953, la Guyane française a été synonyme de terre de bagnes, dite «terre de la grande punition», image de l'horreur. 70.000 forçats y furent déportés. Au XIX<sup>e</sup> siècle 90% des bagnards mouraient de paludisme ou de fièvre jaune, l'espérance de vie n'était que de quelques mois. Les femmes y subirent de plus graves contraintes car doublement soumises aux lois iniques et aux hommes.

Aujourd'hui sur 500 sites illégaux, on estime à 10.000 le chiffre d'orpailleurs clandestins. La forêt est détruite par bulldozers, l'alcool, les drogues, la prostitution, les maladies sont le lot de ces chercheurs d'or. Les Amérindiens, population d'origine, subissent empoisonnement au mercure, destruction de leur environnement, ne disposant d'aucun moyen pour lutter contre cette dévastation létale.

## Tuer, c'est fun! La preuve...

**Dans Arcinfo du 23 avril dernier, Léo Bysaeth a écrit un billet d'humeur qui nous a beaucoup plu. Avec l'accord de l'intéressé, nous ne résistons pas au plaisir d'en faire profiter les lecteurs de L'essor.**

«Cent joueurs se retrouvent donc parachutés sur une carte pour s'entretuer à l'aide d'armes disséminées un peu partout.» Je cite ici un confrère qui détaille sur une page un «phénomène mondial hors norme»: le succès d'un jeu vidéo nommé «Fornite», un «coup de génie» qui «pulvérise tout». Ce machin a séduit 60 millions de joueurs depuis

juillet 2017. Ça fait toujours 60 millions de gens qui ne font pas autre chose. Comme, par exemple, réfléchir et agir pour rendre le monde moins inhumain et plus habitable que ce que nous promet la poursuite sans fin de la prédation des ressources naturelles.

Soixante millions de personnes fascinées par la guerre, fut-elle virtuelle. Pour un seul jeu. Or il y en a des milliers. Et certains joueurs y passent leurs jours et leurs nuits. Les Romains avaient les jeux du cirque. Mais pas l'électricité: la nuit, ils dormaient et faisaient l'amour, pas la guerre. «Laissez-les s'amuser»,

me dira-t-on. Certes. Mais encenser un jeu qui consiste à tuer un maximum de gens, cela formate l'esprit. Cela éduque à la compétition, dans un monde qui en crève.

Dans le même temps, l'Etat voisin a envoyé 2500 gendarmes détruire quelques cabanes d'idéalistes qui cherchent à construire autre chose. Mais il n'a pas lâché sa meute contre les 100 identitaires qui ont monté une opération au col de l'Echelle (Hautes-Alpes) pour bloquer l'accès aux migrants venant d'Italie. A quand un jeu en ligne sur cette base? Cela serait fun, à coup sûr!



## Qu'est-il arrivé à l'Empire romain?

Jean-Christian Labelet, Editions Slatkine, 2018

Qu'est-il arrivé à l'Empire romain? C'est sous ce titre que Jean-Christian Labelet tente de répondre à une interrogation qui se fait de plus en plus pressante. Il a été professeur honoraire à l'Université de Lausanne jusqu'en 1974. Il est l'auteur d'une quinzaine de livres et d'environ 200 études et articles en économie, en histoire et en science politique.

On peut se demander pourquoi nos contemporains ont tant d'intérêt à savoir comment s'est accomplie la disparition de l'Empire romain. Le gigantisme de cet Empire ressemble beaucoup à la mondialisation actuelle qui se manifeste chaque jour plus précisément et cela peut nous influencer fortement dans notre recherche de savoir.

L'agriculture était la principale activité économique des Romains. Faut-il imaginer que des conditions climatiques ont été modifiées au point d'entraîner des pertes assez importantes pour modifier sur tout le territoire le climat propice à la culture des céréales si indispensable pour les grandes villes comme Rome?

Si les Romains ont perdu peu à peu le contrôle de leur Empire, c'est en premier lieu parce qu'ils n'ont pas compris ce qui leur arrivait. Comprendre les phénomènes sociaux, politiques, économiques et militaires survenus tous en même temps, cela est difficile. Il s'agit d'une condition importante, mais insuffisante. On ne peut maîtriser ce qu'on ne connaît pas bien, ce dont on n'est pas conscient.

Jean-Christian Labelet dit très humblement, en y réfléchissant longuement et profondément: «Je suis arrivé à établir une dizaine de conditions qui ont pu entraîner la chute de cet immense Empire». Premièrement, la lenteur de la transmission des nouvelles en cas de problèmes sur les frontières excentriques et peu rentables. Il faut aussi se souvenir de l'épidémie de peste qui a fortement touché la plus grande partie de la population romaine.

Il y a aussi le délitement progressif d'une politique instable: dictature militaire, influence politique néfaste des légions et de la garde prétorienne, sans oublier une

trop grande centralisation. Il y a une force armée qui entraîne un lourd coût fixe et des impôts élevés et presque insupportables. Les finances publiques déjà lourdement chargées par la vaste épidémie de peste qui a fortement déstabilisé tout l'Empire avec des conséquences économiques inévitables: dévalorisation de la monnaie, inflation plus forte et explosion des taux d'intérêt, érosion progressive de la base économique de l'Empire. Peut-être un militarisme congénital et le caractère extrêmement violent de toute la société, d'où une aliénation d'une partie de la population. Surtout l'absence d'instruments d'analyse adéquats qui auraient permis d'identifier ces problèmes et d'y remédier.

Il faut encore tenir compte d'un mélange de cultures qui n'a fait que croître au fur et à mesure de l'expansion de l'Empire, malgré les efforts faits pour intégrer toutes ces différentes cultures.

C'est ainsi que les Romains ont peu à peu perdu le contrôle de leur civilisation.

Mousse Boulanger

## Femmes de l'eau

Florence Hervé / Thomas Schmidt, Editions Slatkine, 2018

Sans eau liquide, pas de vie; notre planète ne serait qu'un vaste désert minéral ou glacé.

L'eau, essentielle au développement humain, fascine par sa capacité de transformation. Elle est tout à la fois force de destruction et élément de survie. Dans le contexte de la pénurie d'eau, de la pollution, de la marchandisation et du

changement climatique, les enjeux liés à l'eau sont particulièrement importants. Nous lui avons d'ailleurs consacré notre forum d'août dernier (2017, numéro 4).

Depuis toujours, les peuples du désert savent que l'eau est une ressource précieuse. Ceux qui ont appris au fil des millénaires à la canaliser et l'utiliser à bon escient disent toutefois: «*Ce n'est*

*pas l'eau qui fait l'oasis, c'est l'homme*». Parole de sagesse ancestrale, certes... si cela inclut *la femme*.

Les femmes sont le plus souvent responsables de l'approvisionnement en eau. Dans certaines cultures, elles sont les gardiennes de l'eau. Et c'est bien le rapport des femmes à l'eau qui est au centre de ce livre: l'eau comme lieu de travail, lieu de l'art et de l'écriture ou lieu de loisirs et de détente, de défis et d'utopies.

Ce portrait d'une vingtaine de femmes nous est brossé dans un beau livre, en mots et en images. Toutes exercent une activité liée à l'eau, s'en laissent inspirer ou font l'expérience de l'eau comme aventure ou défi. Elles viennent d'une dizaine de pays européens et de paysages aquatiques variés: fleuves et rivières, lacs et canaux, écluses et marécages, cascades et glaciers, moulins à eau, gorges ou barrages.

Une belle lecture, qui coule de source...

Mario Bélisle

### L'essor ne pratique pas la censure

**Ce numéro de *l'essor* est différent des numéros précédents car il offre une tribune à tous ceux qui désirent s'exprimer et dont les articles sont souvent refusés par les grands journaux. Nous ne pratiquons pas la censure. Dès lors, nos lecteurs ont pu librement dire ce qu'ils pensaient sur la Catalogue, sur l'affaire Légeret, sur la situation au Brésil, sur les finances neuchâteloises et sur plusieurs autres sujets. En raison de l'abondance des articles reçus, nous avons dû passer de 12 à 16 pages et renoncer, exceptionnellement, à la rubrique «Bonnes nouvelles». Excellente lecture à tous et faites de la publicité pour *l'essor*: ce journal est à vous et nous souhaitons enregistrer de nouveaux abonnés pour pouvoir poursuivre notre mission.**

Rémy Cosandey

# Accueillir les réfugiés

Par quel bout commencer?

Contact direct avec des réfugiés traversant le désert du Niger et d'Algérie pour s'installer en Europe. C'était dans les années septante. J'avais 23 ans, j'étais animateur rural en Côte d'Ivoire pendant quatre ans et je m'attaquais aux causes de ces flux migratoires en formant et en sensibilisant pour la préservation des ressources naturelles. J'ai traversé deux fois le désert à l'époque pour voir ce que cela pouvait signifier pour ces gens.

Déforestation galopante, pillage des ressources par les pays riches à travers les sociétés multinationales et mise à mal de l'environnement. Population entière réduite à la précarité, contrainte de fuir et comme le disaient ces voyageurs: plutôt tout risquer que de mourir à petit feu! Voilà depuis plus de quarante ans que je continue d'arpenter le continent africain et toujours dans ce même registre.

Qu'en est-il en Suisse avec les réfugiés? Occupation de l'Eglise St. Paul à Fribourg en 2001 avec les sans-papiers. Nous avons été chassés par la police anti-émeute après plus d'un mois d'occupation et ce sur décision du conseil de paroisse. En passant, la charité chrétienne n'aura jamais été aussi opérationnelle à Fribourg.

Depuis lors la loi sur l'asile n'a fait que se durcir. Aujourd'hui

l'estimation est d'environ 200.000 clandestins vivant en Suisse. Des admissions provisoires qui peuvent durer longtemps, voire plus de 25 ans. Ce statut confine les personnes à la précarité avec toutes sortes de problèmes que cela génère. Soit 90% ayant le permis F n'ont pas de travail. Parmi les détenteurs d'un permis B, 80% n'ont pas accès à l'emploi et vivent sous la menace d'un renvoi dans beaucoup de cas, car dépendant du service social. Tout ceci conduit souvent à d'interminables procédures pour éviter des drames humains.

*La condamnation du racisme, la protection des minorités, l'assistance aux réfugiés, la mobilisation de la solidarité internationale envers les plus nécessiteux, ne sont que des applications cohérentes du principe de la citoyenneté mondiale.*

Jean-Paul II

Lois de contrainte et de dissuasion voulues par le peuple sous la houlette des partis conservateurs au pouvoir. Celui qui écrit ces lignes a été sanctionné pour délit de solidarité avec amende et jours de prison avec sursis et inscrit au casier judiciaire comme criminel. Motif: aide et hébergement à sans-pa-

piers. L'article 12 de la Constitution fédérale stipule que chaque citoyen et citoyenne suisse a le devoir de venir en aide à chaque personne en situation de détresse. Actuellement je suis engagé pour des personnes étrangères au statut précaire et durement exploitées dans des sociétés de nettoyage et mine de rien cela représente des millions de chiffres d'affaire. Le réservoir n'est pas près de se tarir.

Pour terminer, cette petite parenthèse. Mon épouse et moi-même, nous avons créé au nord-est du Kenya des petits jardins irrigués de 1979 à 1982. Nous étions dans une zone de guerre entre mitrilles et bombardements. Nous avons porté aide et assistance aussi bien aux Ethiopiens qu'aux Somaliens fuyant ces zones de conflit (guerre entre la Somalie et l'Ethiopie dans les années septante et huitante). D'où cette bienveillance et compassion nécessaires dont chaque être humain doit bénéficier pour se réhabiliter, face à l'épreuve, au dénuement. D'où cette sensibilité qui ne nous quitte jamais, quel que soit le prix à payer.

Alain Guillez

## Développement ou décroissance?

C'est une évidence que personne ne peut nier: chaque année, les habitants de notre planète consomment beaucoup plus que ce que la Terre peut produire. Deux camps s'affrontent irrésolument: il y a ceux qui considèrent que l'avenir passe par le développement et ceux qui pensent que la décroissance est la seule solution pour éviter une catastrophe.

Dès lors, une question se pose: faut-il continuer à construire, à bétonner, à sacrifier des espaces verts ou au contraire faut-il envisager de vivre

plus sainement en sacrifiant un peu de notre immense confort? Ça et là, on a eu la sagesse de renoncer à des projets inutiles ou surdimensionnés (par exemple l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes). Avons-nous le droit de penser égoïstement à nous et de ne pas nous préoccuper du sort de nos enfants? Qu'en pensent nos lecteurs? Nous attendons vos réflexions et vos propositions jusqu'au 15 juillet. Mais avertissez-nous avant afin que nous sachions si nous devons solliciter d'autres contributions.

L'essor

Journal indépendant travaillant au rapprochement entre les humains et à leur compréhension réciproque.

Rédacteur responsable  
Rémy Cosandey  
Léopold-Robert 53  
2300 La Chaux-de-Fonds  
032/913 38 08; remy.cosandey@gmail.com

Équipe de rédaction  
Christiane Betschen, Mousse Boulanger,  
Rémy Cosandey,  
Yvette Humbert Fink, Susanne Gerber,  
François Iselin, Marc Gabriel Jehouda,  
Pierre Lehmann, Emilie Salamin-Amar,  
Edith Samba, Bernard Walter.

Administration et retours  
L'Essor - Abonnements  
Tunnels 16  
2300 La Chaux-de-Fonds  
ou par courriel: info@journal-lessor.ch  
www.journal-lessor.ch

Abonnement annuel: CHF 36.-  
Compte postal: Journal l'Essor, 12-2620-0

Composition et impression  
Société coopérative du Journal  
de Sainte-Croix - 1450 Sainte-Croix

L'essor - ISSN 1023-5663

délai pour le prochain numéro: 15 juillet 2018  
prochain forum: Développement ou croissance